



Protocole transactionnel

PROJET

Protocole transactionnel

ENTRE LES SOUSSIGNES :

TERRITOIRE D'ÉNERGIE ORNE domicilié 5 rue de Gâtél – 61250 VALFRAMBERT, immatriculé(e) au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° 256102922, représenté(e) par Monsieur Philippe AUVRAY dûment habilité à cet effet par les membres du groupement de commandes,

Ci-après dénommé individuellement « **le Coordonnateur** » ou « **le TE 61** »,

D'une part,

ET :

Electricité de France, au capital de 2 084 365 041 € dont le siège social est situé à Paris 8ème, 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 081 317, représentée par THEBAULT Frédéric, en sa qualité de Directeur de la Direction Commerce Ouest, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée individuellement « **EDF** »,

D'autre part,

EDF et le TE 61, représentant les Membres, peuvent être dénommés « la Partie » ou « les Parties ».

PREAMBULE

1. Le TE 61 et EDF ont conclu en date du 26 août 2022 un marché subséquent n° 2 pour la fourniture et l'acheminement d'électricité pour les membres du groupement de commandes (ci-après « les Membres ») dont le TE 61 est le Coordonnateur d'une durée de trois ans (du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025).

2. Pendant l'exécution de la première année de ce marché (du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023), les Membres ont constaté plusieurs retards et manquements dans l'exécution des prestations contractuelles à la charge d'EDF.

Les manquements commis durant l'exercice 2023 sont les suivants :

- Des retards manifestes dans l'émission des factures et des avoirs, l'absence de facturation totale ou partielle de certains membres, des erreurs de destinataires lors de l'envoi des factures ;
- Le non-respect du bordereau des prix unitaires établi au titre de l'exercice 2023 ;
- Le prix de consommation des points de livraison erroné ;
- La facturation du bouclier tarifaire ;
- Le non-respect du regroupement de factures ou de facturation mono-site ;
- La non-application du bouclier tarifaire collectif pour les EPHAD et/ou retard d'accès au modèle de l'attestation permettant son bénéfice ;
- Le non-respect du mode de paiement choisi ;
- Une plateforme EDF client - collectivité non-fonctionnelle ou inutilisable ;
- Le non-respect de la date demandée pour l'exécution d'ordres de service d'intégration ou de suppression des points de livraison au périmètre du marché.

3. En conséquence, les Membres concernés considèrent qu'ils pourraient appliquer des pénalités conformément à l'article 5.8 du Cahier des clauses administratives et techniques particulières applicable aux marchés subséquents et/ou réclamer des indemnités en réparation des divers préjudices subis.

4. De son côté, en cas d'application de pénalités et/ou de réclamations indemnitaires, EDF considère qu'elle pourrait en contester le bien-fondé amiablement ou judiciairement et ce d'autant plus qu'elle juge que la grande majorité des manquements contractuels signalés au titre de l'exercice 2023 ont été résolus.

5. Dans ces circonstances un différend (ci-après le « Différend ») est né entre les Parties.

6. Ainsi, après un entretien en date du 5 janvier 2024, le TE 61 et EDF ont envisagé des concessions réciproques et sont arrivées à un accord de principe pour lequel chacun des Membres a donné son accord en habilitant le TE 61 à signer le présent protocole transactionnel.

Les Membres actifs au 1^{er} janvier 2024 sont ceux dont la liste est annexée au présent document, faisant figurer le nombre de point de livraison au 1^{er} janvier 2023.

Il s'agit des membres dont les points de livraison ne relèvent plus des prestations induites par le marché subséquent n°2 au 1^{er} janvier 2024.

LES PARTIES SONT CONVENUES, A TITRE DE TRANSACTION, DANS LES TERMES DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL, DE CE QUI SUIT :

1 OBJET

Les Parties reconnaissent la véracité matérielle et chronologique des faits et entendent effectuer des concessions réciproques. Le présent protocole (ci-après « Protocole ») a pour objet de régler par voie transactionnelle et à titre définitif le Différend les opposant.

2 ENGAGEMENTS D'EDF

EDF, tout en maintenant le bien fondé de ses dires accepte, à titre de règlement définitif du Différend opposant les Parties, de verser la somme totale de 1 496 030,80 € euros répartie entre l'ensemble des Membres actifs au 1^{er} janvier 2024.

Ce montant correspond au plafond déterminé à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS rapporté à une année, soit 10 % du montant total HT du marché sur un an tel qu'exprimé dans l'offre d'EDF. Il sera proratisé entre chaque membre selon la formule suivante :

Somme à percevoir par chaque membre = 1 496 030,80 x NB B

NB A

Dans laquelle formule :

NB A est le nombre total de points de livraison au 1^{er} janvier 2023 pour les membres actifs au 1^{er} janvier 2024.

NB B est le nombre total de points de livraison au 1^{er} janvier 2023 détenus par le Membre actif concerné.

EDF s'engage à assurer la parfaite liquidation de cette somme dans des délais raisonnables, soit en amont de l'achèvement de l'exercice 2024, selon les modalités financières définies au présent protocole, en s'appuyant sur ses données qu'elle croitera avec celles que le TE 61 détient en qualité de coordonnateur du groupement.

3 ENGAGEMENTS DU TE 61

En contrepartie de la parfaite exécution des engagements souscrits par EDF à l'article 2 ci-dessus, le TE 61 en son nom et au nom des Membres :

- se considère comme intégralement rempli de ses droits et déclare expressément renoncer à toutes demandes, présentes ou nouvelles, qui trouveraient sa source dans le Différend tel que décrit en préambule du présent Protocole et tendant à obtenir le versement de quelle que somme que ce soit à titre de pénalités ou dommages et intérêts, ou autre en lien avec le Différend ayant opposé les Parties. Tout préjudice né ou à naître au titre du marché subséquent lors des exercices 2024 ou 2025 demeure étranger au présent protocole et aux engagements qu'il porte. Ainsi, ces engagements n'ont d'effet pour le TE61 et les membres qu'au titre des faits constatés et des préjudices constitués lors de l'exercice 2023.
- s'interdit d'invoquer le présent Protocole à titre de précédent pour tout litige similaire relatif au Différend. En aucun cas le présent Protocole ne pourra être interprété comme un droit pour le TE 61 et les Membres de bénéficier systématiquement de concessions pour le règlement d'un différend similaire.
- s'engage à ne pas demander une renégociation des conditions d'exécution du marché subséquent n°2, en particulier financières, pour les années 2024 et 2025. Les modalités et caractéristiques financières du marché telles que prévues par ses clauses, notamment au titre de la révision, demeurent inchangées.

4 RENONCIATION RECIPROQUE A RECOURS - EFFET

La présente transaction est régie par les dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil et fait obstacle, conformément à l'article 2052 du même code, à l'introduction ou à la poursuite entre les Parties d'une action en justice ayant le même objet. En conséquence, les Parties renoncent de manière irrévocable à toute demande, action ou recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, en lien avec le Différend objet du présent protocole transactionnel.

Les Parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent Protocole qui forme un tout indissociable, et reconnaissent, par la signature des présentes, avoir apprécié la nature et la portée du présent Protocole.

En conséquence, le présent Protocole règle de manière définitive, forfaitaire, transactionnelle et sans réserve, tous les litiges et réclamations nés ou à naître relatifs au Différend tel que visé en préambule et ses conséquences.

5 CONFIDENTIALITE

Jusqu'à la transmission au contrôle de légalité du protocole et sous réserve du droit à consultation des élus et des procédures requises pour son approbation, les Parties s'engagent à conserver un caractère confidentiel à l'existence et au contenu du protocole. Il est entendu entre les Parties que le TE 61 ne saurait être tenu responsable des éventuels manquements à ce devoir de confidentialité de la part d'un ou de plusieurs membres du TE 61 et du groupement.

Par ailleurs, les Parties s'engagent à conserver un caractère strictement confidentiel à tous les éléments de négociation relatif au protocole.

6 ENTREE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE

Le présent Protocole entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature par l'ensemble des Parties et à compter de sa transmission au contrôle de légalité.

7 CONTENTIEUX

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent protocole devra être porté devant le Tribunal Administratif de Caen.

8 FRAIS

Chaque Partie conservera à sa charge toutes les dépenses qu'elle a engagées pour parvenir au présent accord, de quelque nature qu'elles soient, et notamment tous les frais d'avocats et de conseils.

Fait en deux exemplaires originaux, le : _____

Pour le TE 61

Pour EDF

A....., le.....

A....., le.....

[Nom – Prénom]

[Nom – Prénom]

[Fonction]

[Fonction]

Signature et Cachet (1)

Signature et Cachet (1)

(1) Parapher toutes les pages et faire précéder la signature, en dernière page, de la mention manuscrite suivante : « *Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation sans réserve à toute action liée au Différend* »)